

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : Jean Girardin,  
72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>)  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an .... 22 fr.	Un an .... 30 fr.
Six mois... 11 »	Six mois... 15 »
Trois mois. 5 50	Trois mois. 7 50
Caeque postal : Jean Girardin 1191-98.	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## Pour les flics pour la guerre

Voici le mois de juillet qui nous apporte, avec la commémoration du centenaire des « Trois Glorieuses », la fameuse panacée baptisée « les assurances sociales ».

A partir du premier du mois, les ouvriers, immatriculés, ont dû effectuer leur versement dans les caisses de l'Etat. Toutes facilités leur ont été accordées. On peut souscrire sans frais dans tous les bureaux de poste.

Ah ! que le régime démocratique nous paraît beau ! Combien la munificence de nos gouvernants nous semble providentielle ! Désormais, le travailleur qui sera malade touchera (?) 75 % de son salaire. N'y a-t-il pas de quoi être fier d'être né sous le ciel de France qui, grâce à Pierre Laval, nous a nantis d'une loi aussi philanthropique ?

En vérité, jamais on ne s'est moqué du pauvre bougre avec une impudence pareille. Jamais encore on ne vit pareil concert laudatif pour une escroquerie morale portée à un degré inaccessible.

« Versez votre obole pour les pauvres de la paroisse », entendait-on au bon vieux temps du règne des cafards. L'antienne a varié quant au destinataire, mais c'est toujours la même péroraison : « Aboulez votre pèze ! » comme dirait le vieux père Peinard.

Après vous verrez ce qu'il en adviendra.

Imbéciles ! Vous avez cru réellement que le capitalisme, ému de votre sort lamentable, s'était préoccupé de réparer en partie l'injustice de votre situation ! Vous avez pensé que devant les organisations ouvrières dressées (?) pour la revendication d'un meilleur devenir, les forbans de l'industrie du commerce et de la finance avaient lâché un morceau de leur trésor pour vous « assurer » un peu d'aumône aux jours de chômage et de maladie ?

Natifs, que vous êtes ! Vous n'avez donc pas compris tout le hideux machiavélisme d'un système qui, sous prétexte de compatir aux malheurs du peuple, n'est que la mise en tutelle intégrale du peuple par la police et l'armée ? Vous ne vous êtes donc pas aperçus que, en laissant se commettre cette malhonneteté, vous avez signé un bail quasi perpétuel avec les matraqueurs de Chiappe et avec les fabricants de gaz asphyxiants ?

Donnez vos sous, l'Etat vous les rendra sous forme d'engins de meurtre. Les billets que vous verserez dans les caisses — même mutuelles — se mueront comme par enchantement en obus, en bombes — et, au besoin, en flics qui viendront vous casser la figure si vous vous opposez aux desseins criminels de vos maîtres.

75 % en cas de maladie ! — N'est-ce pas là quelque chose qui suffit, à elle seule, à légitimer la loi ?

Eh bien ! ô admirateurs béats d'une législation hypocrite, raisonnez un peu sur le mécanisme de cette loi.

On nous a chanté sur tous les tons que, désormais, une crise de chômage pourra sévir, qu'une épidémie pourra creuser ses ravages : la population ouvrière sera assistée non plus par les bureaux de l'Assistance-Publique, mais par l'organisme dûment constitué de la société mutuelle d'assurances sociales.

C'est très bien. Seulement, il y a une ombre au tableau. Admettons un instant que vous adhérez à la mutuelle cégétiste « Le Travail ». Mais vous êtes militant actif qui, pour raison de propagande, avez été moult fois rancvnyé de votre emploi. Que se passera-t-il ?

Oh ! bien sûr, à votre « mutuelle » on ne vous fera pas grief d'être un revendicateur. Mais votre patron aura une feuille à sa disposition sur laquelle seront indiquées les maisons dans lesquelles vous aurez travaillé — et on saura, grâce à l'office de renseignements, pourquoi vous avez quitté vos dignes employeurs.

C'est, on l'avouera, un mouchardage organisé de main de maître — et le plus navrant, c'est que les futurs mouchardés acquiescent d'une façon entousiasie à ce système qui, depuis les fameux livrets de travail, n'a jamais été égalé.

En vérité, on prépare activement une guerre. On ne peut plus, maintenant,

faire un nouvel emprunt dit de « Défense Nationale », car ce serait avouer le crime qui se prépare dans les chaucelleries.

Mais avec l'argent versé aux assurances sociales, on pourra fabriquer à jet continu des matières meurtrières. On pourra aussi renforcer les forces de police, grâce à l'argent donné pour s'assurer contre la vieillesse, le chômage et la maladie.

Les retraites, vous les aurez, ô travailleurs crédules en la générosité de vos maîtres, sur les charniers des champs de bataille ou dans la nécropole collective des victimes de la science moderne.

Versez votre argent, donnez votre obole.

Et si, demain, en un jour de révolte, vous êtes submergés par un déluge d'obus et de bombes asphyxiantes, vous pourriez mourir contents : c'est vous qui aurez payé les matériaux nécessaires à votre assassinat.

## PROPOS D'UN PARIA

De mon abondant courrier quotidien j'ai retenu la missive suivante, à laquelle je tiens à faire un sort, car elle respire à pleins pores le bon sens, pour ne pas dire plus, et parce que, je dois l'avouer, mon vocabulaire assez restreint ne me permet pas de trouver un qualificatif adéquat à sa grande qualité.

La voici :

« Cher Monsieur,  
« Permettez au plus fidèle de vos lecteurs, à l'un des nombreux admirateurs de votre style bien personnel, de votre manière que n'eussent point désavouée Juvenal et tant d'autres... »

(Ma modestie, bien connue m'oblige ici à employer la « manière » d'Anastassie.)

« ...de vous signaler une information du Petit Parisien que vous avez dernièrement mis en boîte au sujet d'un « attentat » ferroviaire.

« Il s'agit aujourd'hui de l'inauguration d'une église « moulée en ciment armé » (encore !) et dédiée à saint Christophe qui est, comme vous devez le savoir, le patron des automobilistes, c'est-à-dire d'un tas de pauvres bougres atteints de la fièvre de la vitesse et que ne soucient point les continuelles augmentations des transports en commun.

« Après une description du montage ultra-moderne de cet édifice, le rédacteur du Petit Parisien donnait ces détails :

« Les confessionnaux sont surmontés de grands linteaux triangulaires qui portent en leur milieu, en haut-relief, un ange gardien maintenant un coupable d'où s'élève une flamme qui figure l'âme. (Attention aux retours de flamme !) De chaque côté de l'ange sont figurés une vertu et un vice. Ces linteaux sont dus à la collaboration de M. Roubille (Roubille était tout indiqué) et de MM. Max et Jean Braemer. Ils sont traités dans une note moderne très curieuse. C'EST AINSI QUE LA PARESSE EST FIGURÉE PAR UN OUVRIER ET SA COMPAGNE VAUTRES SUR UN TALUS DES FORTIFICATIONS, TANDIS QU'UN FORGERON, LE MARTEAU EN MAIN, FIGURE LE TRAVAIL.

« J'arrête là ma citation qui suffira, je pense, à vous faire une idée de celle que peut se faire du Travail et de la Paresse un rédacteur du journal au plus fort tirage. Il est très possible que ce soit ce même forgeron qui, étant fatigué de « figurer » le Travail, s'en soit allé villégiaturer quelques heures sur l'herbe des fortifications avec sa compagne pour « figurer » ensuite la Paresse.

« A moins que le forgeron ne soit pas un ouvrier... »

« En tout cas, si les artistes qui ont décoré cette église voulaient réellement « rajeunir le vieux thème pour l'adapter au goût du siècle », ils pourraient, certes, symboliser le Travail par un forgeron, marteau en main, mais ils devraient, pour représenter la Paresse prendre au hasard, parmi ceux dont saint Christophe a la charge et qui encombrant de leurs grâces malsaines les plages à la mode.

« Ils n'avaient que l'embaras du choix.

« Ils préférèrent présenter comme un feignant l'ouvrier qui se repose.

« J'espère, cher Monsieur, que vous serez de mon avis et que vous signalerez le fait dans le Libéraire.

Voilà qui est fait. — Pierre Mualdés.

## Ainsi parla M. Pasquier

D'un des articles publiés récemment dans le *Matin* sur la question de l'Indochine par M. Léo Gerville-Réache, nous détachons le passage qu'on lira ci-dessous.

Il est à noter que ce passage suit quasi immédiatement d'autres considérations où l'auteur reconnaît entre autres que l'on « alourdit abusivement les charges budgétaires » qui pèsent sur la « riche Indochine » que le fonctionnarisme colonial n'a guère contribué le plus souvent à rehausser aux yeux des indigènes le prestige français », que le petit fonctionnaire de la brousse « commis quelques abus », « grisé par cet excès de puissance qui lui vient moins encore de l'importance de sa charge que de sa qualité d'Européen ».

Après quelques critiques plus ou moins fondées sur les programmes des mécontents et des révoltés, M. Gerville-Réache écrit ceci et qui ne manque pas d'une certaine saveur, après le rôle éminent joué ces temps derniers par le bourreau et la fusillade dans l'œuvre de « civilisation » et de « pacification » entreprise.

Et voici que me reviennent en mémoire les paroles que prononçait le gouverneur général Pasquier, le lendemain du jour où avec énergie mais humanité, il maîtrisait sans plus ample effusion de sang les éléments troubles de la révolte. M'ayant fait saisir l'inutilité, la puérilité de tant de prétextes invoqués par ces Annamites de qui les siècles n'ont point modifié l'âme tourmentée du rebelle, il ajoutait alors :

« Il faut le dire nettement, quels que soient les nouveaux droits que nous leur accorderons, ils seront tenus pour rien et ne nous assureront nullement de l'attachement de ce peuple. Nous avons, par contre des droits sur l'Annamite. Ils sont nés du bien que nous leur avons fait. S'ils nient aujourd'hui que ces bienfaits puissent être générateurs de devoirs à notre égard, il n'importe. Le problème est plus haut, et on ne m'empêche par un geste de gratitude, quand on est la France. On poursuit sa mission humaine, généreuse. Les sentiments des indigènes à notre égard, quels qu'ils soient, ne peuvent interrompre ni prescrire notre libéralisme. Notre devoir de tutelle, notre devoir social, nous l'avons rempli avec honneur. Nous poursuivrons notre tâche. Et, sans qu'on puisse attendre désormais de nous nulle promesse, cette tâche nous la réaliserons par la force si par malheur la persuasion n'y suffisait.

Ainsi parla M. Pasquier.

Ce discours n'a pas été imaginé par quelque ironiste sarcastique.

Ce libéralisme qui recourt à la force lorsque la persuasion ne suffit à assurer l'obéissance disciplinée, ces exploits sur lesquels on prétend avoir des droits, en vertu du prétendu bien qu'on leur aurait fait et dont on entend leur imposer la prolongation, « quels que soient leurs sentiments » à ce sujet, cette gratitude que l'on s'indigne de ne pas rencontrer chez ceux que l'on a assujettis, tout cela, ce ne sont point des fantaisies amères. C'est l'authentique langage d'un potentat colonial. C'est le langage de tous les gouvernants.

Ingrats Annamites, qui ne veulent point s'estimer heureux après tout ce que l'on a fait pour eux ! On les y obligera bien. Ni le bagne, ni la peine de mort n'ont été inventés pour rien.

Tous les gouvernants, tous les gouvernements estiment qu'ils ont ainsi le « droit » d'imposer qu'on les aime et de châtier qui manque à ce premier des devoirs.

Dans le domaine colonial, on applique ces délicieux principes sans le moindre ménagement. Dans le domaine colonial, comme dans le temps de guerre, l'Etat suit sa bonne nature et va jusqu'au bout de sa logique. Ou bien encore, dans les grandes crises, lorsqu'il se croit menacé. Ah ! tu n'admires pas le gouvernement du tzar, ou des bolcheviks, ou des jacobins ou du fascisme, à mort !

Aime-moi ou je te tue !

Dans quelle mesure les gouvernants sont-ils sincères ou hypocrites en se proclamant indispensables au « bonheur » de leurs sujets et qualifiés pour leur imposer ce « bonheur », avec la collaboration du bourreau, du gendarme et du soldat ? Dans quelle mesure confondent-ils quelques satisfactions personnelles assez réduites avec la félicité universelle ? A côté de toutes les considérations de caste, de caste, d'éducation que l'on voudra, il y entre certainement une psychose, une folie autoritaire spéciale qui exige non seulement d'être saluée, mais encore d'être admirée.

M. Pasquier a parlé comme ils parlent et pensent tous.

EPSILON.

Lire en deuxième page :

## La question agraire

par GEORGES BASTIEN

## UN GOUVERNANT A LA PAGE

## Tardieu ou l'optimiste

Pour faire un *ministre*, il faut avoir du foie et de l'estomac, aussi du poumon. Tardieu, André Tardieu, comme disent les donzelles du journalisme, ne manque d'aucun de ces organes. L'antique carabin Clemenceau l'avait distingué et le vieux bougre s'y entendait !

Ce ne fut qu'un jeu de maquignonneur une circonscription frontrière. Belfort s'offrit à Tardieu, comme Narbonne à Blum, le blackboulé du Père-Lachaise, comme Nantua à Painlevé, le blackboulé des Halles, comme la Martinique à Ludovic-Oscar Frossard, comme Carmaux s'est offert à Paul, trait d'union Boncour, avocat mondain, et la Guyane à Lautier, chenapan de plume.

L'avenement de Tardieu n'a donc par lui-même rien que de très normal, de très dans la ligne démocratique. Avec Tardieu le journalisme d'affaires a rompu ses li-sières. Il a mis la main sur les *leviers de commande*. Ceci est un événement symptomatique.

Jusqu'alors, les avocats, les médecins, les professeurs hors chaire pouvaient se croire prédestinés au rôle de chef d'Etat. Mais voici Tardieu... et quel homme qui soit au physique et au moral plus adéquat à des fonctions consulaires en un régime de basse scélératesse, au service des publicains et des maltôtiers ?

Tardieu enfonce ses prédécesseurs, tous sans exception. Il éclipse jusqu'à Briand, qui fait figure de vieil homme. Tenant de Clemenceau cette confiance majeure en la force prétorienne et policière, qui fait pousser à Dame Chiappe un gloussement admiratif, il doit à Poincaré une prudence calculatrice, qui, dans un milieu aussi borné qu'un parlement, suffit à donner l'illusion de la « largeur de vues ».

Les aventuriers que l'insanité de leurs contemporains hisse au pavois ont chacun leur manière. La manière personnelle de Tardieu est la bonne humeur ! On obtient tout avec de la bonne humeur, à la condition qu'elle s'appuie sur quelque chose de substantiel. Or, qu'y a-t-il de plus substantiel qu'un budget de 50 milliards ? Un budget qui s'inspire d'un si bel esprit de démocratie, qu'il tient à la disposition du cuisinier en chef une cassette spéciale, une cassette secrète dans laquelle il peut puiser des millions sans avoir à en justifier l'emploi !

La bonne humeur d'André Tardieu est une bonne humeur fonds-secrétaire. On peut avoir le sourire quand on sait qu'en y mettant le prix on achètera toutes les consciences que l'on voudra, on s'attachera des appuis précieux là où l'on voudra, surtout — et Tardieu n'y a pas manqué — si l'on a eu soin de se mettre à table en bonne et nombreuse compagnie ! Tardieu préside le plus grand ministère, en largeur, que la République ait enfanté depuis sa création. Il n'a eu qu'à siffler pour voir accourir de droite et de gauche, des ministres et sous-ministres, dans la philosophie, identique à la sienne, se résume en ceci : « Profitez de l'heure qui passe ! Ne laissons pas passer l'occasion qui se présente ! ».

Si Tardieu avait voulu il eût confectionné un ministère de cinq cents membres. Il faut lui savoir gré de s'être arrêté à trente-quatre !

Flanqué d'une telle équipe, le gaillard se sent solide. On ne le déboulonnera pas facilement. Il aura toujours avec lui le « parti du ventre » ! Les terribles jeux de coulours, les redoutables intrigues des groupes, la cuisine empoisonnante des grandes commissions — terreur de Poincaré ! — il s'en moque ! Sa bonne humeur plane au-dessus de ces méchancetés. Il sait que sa stabilité c'est l'Extérieur qui la lui procure.

La supériorité de la démocratie sur les régimes de dictature avouée, est d'obtenir par la corruption ce que ces derniers obtiennent par la coercition. Et le jour où une équipe gouvernementale peut disposer pour sa publicité, des cinq ou six mastodontes qui font l'opinion, ce jour-là, le chef d'équipe peut se dire, avec optimisme : « Je tiendrai ! ».

Tardieu tiendra. Jamais gouvernant, pas même Poincaré, ne bénéficiera d'une opinion aussi favorablement standardisée. Depuis les grands féodaux de Presse, jus-

qu'à des vilains mal débarbouillés comme ce Dubarry de la *Volonté*, comme ce parfumeur Coly, comme ce Barré de l'*Ordre* et ce Tave de la *Victoire*, une vieille connaissance à nous, jamais on ne vit domesticité aussi empressée à chanter la louange de l'homme qui tient « les leviers de commande », et aussi unanime à faire le silence sur les événements dont la divulgation susciterait des ennuis.

Tant d'écœurante servilité suppose un intarissable pactole fonds-secrétaire.

D'immenses affiches qui salissent les murs de Paris en ce moment, ont la même origine fonds-secrétaire. C'est l'électeur, c'est le contribuable qui paie en dernier ressort la louange d'un Tardieu ! La démocratie n'en fera jamais d'autres ! Le peuple se saigne aux quatre veines pour subvenir au train de maison infernal de l'Etat, et ses gouvernants lui retournent, sous forme d'excrément, ce qui a été une parcelle de son pain, une goutte de son sang !

« Nous sommes dans l'incohérence, restons-y » était la devise de Clemenceau. « Nous sommes dans la boue, enfoncez-nous-y davantage », telle est bien la philosophie de l'optimiste. Après nous, on verra ce que l'on verra.

Et dire que les Pères de l'Eglise républicaine : les Pelletan, les Ranc, les Brisson — osaient à peine avouer les fonds secrets et en annonçaient la suppression sans cependant avoir la force de l'obtenir ! — (Briand fut un de leurs soutiens les plus acharnés de la première heure). La face restait sauve : on n'avait pas ! Ce fonds secret gouvernemental demeurait flétri. C'était une tare que l'on tenait à cacher.

Nous avons fait du chemin depuis les premiers lachetés qui, de chute en chute, nous ont conduits à Tardieu.

Les fonds secrets ! Les lois scélérates ! L'inquisition policière et judiciaire ! : réalités abominables que la République bourgeoise, en se décomposant, livre au regard !

Qu'elle achève donc de se liquéfier, et au plus vite ! RHILLON.

## “ Le Libéraire ” en correctionnelle

Nos camarades Epsilon et Ribeyron étaient convoqués à nouveau mercredi devant les juges de la 13<sup>e</sup> Chambre.

Nous donnerons, dans notre prochain numéro, le compte rendu de cette audience où a été fait le procès du sinistre Clemenceau.

## Pour Basile

Dans le bulletin qu'édite Jean Grave, Dauphin-Meunier vient de publier sur le dernier Congrès de l'Union anarchiste, un compte rendu qui n'est qu'un tissu de mensonges et de calomnies.

Les injures ne prouvent rien. L'opinion que peut avoir un Dauphin-Meunier sur des militants qu'il traite allégrement de rebuts de « notre » mouvement n'a évidemment aucune importance.

Il est toutefois symbolique que ce soit justement dans l'organe d'un de ceux qui, par leur lâche complicité avec les assassins de 1914 devaient être et sont réellement au rebut de tous les vrais anarchistes, il est symbolique que des hommes qui n'ont d'autre ambition que de servir la propagande se trouvent vilipendés.

Et il serait peut-être intéressant de savoir pour quelles fins Dauphin-Meunier s'emploie à approfondir entre les militants de l'U. A. C. R. qui ont tous accepté les décisions du dernier Congrès, un fossé que nous cherchons tous, au contraire, à combler.

## DIMANCHE 13 JUILLET Grande balade champêtre

organisée par le Groupe Régional de Bezons dans l'île de Bougival  
GRANDE TOMBOLA

au bénéfice de « L'Entr'aide » et du « Libéraire »  
Partie de Concert avec le concours de LOREAL et des artistes de la MUSE ROUGE

Allocution de SEBASTIEN FAURE  
Jeux divers pour les petits et les grands.  
Ravitaillement en boisson par les camarades du Groupe Régional

Moyens de communication : Prendre le tram, 58 à la porte Maillot, descendre au pont de Bougival. Traverser le pont, tourner à droite et suivre la Seine jusqu'au lieu de la fête.



# La question agraire Prestidigitation socialiste Organisation et Individualisme

On me permettra, une fois de plus, de développer et compléter la brève étude esquissée dans trois articles précédents sur les classes sociales. Nous jetterons, cette fois-ci, un bref regard sur le monde de l'agriculture.

C'est surtout dans ce domaine que la question est de nature à nous faire longuement réfléchir et à ne pas adopter des solutions trop simplistes, trop « facili-tes ».

Presque tous les congrès des grands partis politiques ont dû, ces derniers temps, s'occuper de la question agraire. Nous savons que c'est dans l'unique but de rechercher la meilleure attitude à tenir pour recruter une nombreuse clientèle électorale, mais le fait que l'on recherche cette meilleure attitude avec obstination prouve l'importance du monde agricole.

Jusqu'à ces dernières années, à part quelques exceptions, c'était uniquement ou presque dans le prolétariat industriel ou commercial que les groupements d'avant-garde ou se disant tels, tentaient de recruter leurs adhérents. La population des campagnes était un peu comme une nation étrangère que l'on côtoyait journalièrement mais qu'on connaissait et pénétrait peu.

La lutte des classes se présentait surtout comme le conflit perpétuel et jamais résolu — et impossible à résoudre — entre les ouvriers et leurs patrons. Le financier, l'homme d'affaires, n'apparaît que depuis bien peu de temps comme un parasite monstrueux et affameur, digne d'être comparé à l'exploiteur, souvent plus avide et dangereux pour le bien-être du peuple.

En faisant rendre gorge à ces exploiters, on pensait résoudre, sinon tout, du moins les principales parties de la question sociale.

Nous avons vu précédemment, que le problème n'était pas aussi simple, qu'il y avait une nombreuse « classe moyenne », les commerçants, artisans, etc...

Nous avons également vu, ce qui était plus grave pour l'avenir, qu'une caste assez conséquente, qui se dit « intellectuelle » servait actuellement de tampon entre l'exploité et l'exploiteur, constituait le gigantesque mécanisme de l'Etat, et aspirait à devenir le quatrième Etat, la nouvelle bourgeoisie, quand elle aurait, avec l'aide du peuple, transformé ou supprimé le régime du capitalisme.

A ces deux classes, vient s'ajouter une force, numériquement plus conséquente et qui tend, ayant trouvé et pris le chemin de l'organisation, à influencer de plus en plus les événements sociaux, économiques ou politiques. C'est la classe des propriétaires de campagnes, agriculteurs ou cultivateurs, comme ils se désignent.

Voyons d'abord sa force numérique. Le recensement de 1924, auquel je me suis déjà reporté, accusait un nombre de chefs d'établissement d'agriculture, forêts et pêches se montant à 5.017.154 personnes ; 2.541.129 hommes et 2 millions 476.025 femmes.

En face de cette formidable armée d'exploiteurs de toutes grandeurs, un chiffre de 2.839.791 salariés de la même catégorie professionnelle, respectivement 1.851.552 hommes et 988.239 femmes.

Une fois de plus, constatons l'éloquence terrible des chiffres et la singulière posture où ils placent les théories sur la lutte des classes.

D'avantage, beaucoup plus de patrons ou d'indépendants que d'ouvriers ! Certes, il y a des régions s'adonnant à la grande culture — la Beauce par exemple — où les patrons sont minorité et les travailleurs la grande masse ; mais il en est d'autres où la proportion est renversée ; pays de petites exploitations, viticulture, maraîchers, etc., etc. Il faut prendre cette statistique comme une moyenne étendue à toute la France.

Quand on connaît ces chiffres, on s'explique plus aisément pourquoi le syndicalisme n'a guère pu se développer au sein du prolétariat agricole, isolé, disséminé, relativement peu nombreux.

L'introduction excessivement rapide du machinisme dans l'agriculture ces dernières années, accélère encore cette disproportion. L'ouvrier agricole fuit le village pour la raison qu'il n'y trouve pas de travail régulier ; et quand il en trouve, c'est à des conditions honteuses.

Que cette évolution continue — et il n'y a pas de raison qu'elle s'arrête — et l'on ne trouvera plus dans les campagnes qu'une minorité de domestiques de ferme, quelques ouvriers « intermittents » pour les coups de feu de la moisson, de la vendange, de l'arrachage, etc., des ouvriers travaillant en équipes pour une entreprise ayant des machines — voire batteuses — et des artisans ou petits patrons pour la réparation des machines et leur entretien.

La vie au village se transforme avec une étonnante rapidité. Les solutions de la question agraire, émises il y a un demi ou même un quart de siècle, ont besoin d'être sérieusement remises sur chantier, pour une mise au point avec les conditions actuelles.

Parmi ces cinq millions de cultivateurs la majorité est composée de petits exploitants eux-mêmes. Le nombre inférieur d'ouvriers agricoles le prouve sans qu'il soit besoin d'appuyer sur cette évidence.

Beaucoup de ces petits n'ont pu se maintenir et se défendre, et surtout se mettre au niveau des procédés modernes de culture, engrais, machines, etc... qu'en entrant dans les associations, syndicats, coopératives, etc...

Je n'ai pas le chiffre exact des adhérents aux syndicats agricoles — syndicats d'exploiteurs. Il était de 2.300.000 il y a deux ans. Il doit approcher les trois millions à l'heure actuelle. Les trois C. G. T. ouvrières réunies sont loin de ce chiffre.

Pour se rendre compte de l'importance et de l'influence de ces organisations, il suffit de savoir que c'est sous leur pression que les droits de douane ont été formidablement augmentés — 80 francs au quintal de blé, ce qui fait environ 80 centimes au kilo de pain — les frontières fermées par des mesures administratives prohibitives, des primes d'exportation accordées, des stocks irritables constitués avec l'argent des contribuables, des réductions d'impôts, des privilèges accordés, impôt chiffre d'affaire, coopératives agricoles, etc... Il n'est pas jusqu'aux Assurances Sociales qu'ils ne soient parvenus à faire modifier.

Gouvernements et parlements s'inclinent devant ces associations. Les politiciens de toutes nuances se précipitent, en courtisans, la bouche remplie de paroles flatteuses et mielleuses, dans toutes les assemblées, réunions, exhibitions, concours agricoles.

La coopération, certes, maintient le régime de la petite propriété, en permettant aux petits de travailler, exploiter, acheter, vendre, manufacturer leurs produits dans des conditions rapprochant celles des grosses exploitations.

C'est vrai... pour l'instant. Mais toute organisation qui vit et se développe, tend automatiquement à devenir tentaculaire, à tout absorber, à réduire à l'état de servants ses propres adhérents à l'avantage et au privilège de ses dirigeants, s'il n'est pas animé de l'esprit libertaire et égalitaire.

La façon d'organiser n'est pas tout. L'idée domine. Et si parfaits que soient ses statuts, une organisation peut devenir autoritaire et même esclavagiste, si ses membres ne veillent pas constamment à ce que les idées initiales ne soient pas étouffées par ceux qui dirigent.

Il se peut qu'à la suite d'évolutions successives, profitant de tous événements, les chefs des syndicats et coopératives agricoles n'arrivent à assujettir les adhérents et à les réduire à l'état de presque salariés ou de gérants. Mais ceci est de l'histoire de demain... N'anticipons pas trop pour savoir si le petit cultivateur ne se sera pas garé des griffes du gros pour tomber dans le piège des dirigeants « techniciens » de ces organismes, car, fait curieux, les dits techniciens et intellectuels commencent aussi à projeter leurs tentacules dans ce milieu-là.

Le fait qui nous intéresse est que, du journalier ou du charretier misérable de l'agriculture, au gros cultivateur possesseur de centaines d'hectares, il y a là une population valide de près de huit millions de personnes, divisée, répartie en une infinité de castes, en une hiérarchie compliquée dont la base est la fortune, le nombre d'hectares, de chevaux, de machines, etc...

Aucune démarcation fixe et rigide ne peut être établie. Le monde agricole échappe à toute définition ou classification marxiste ou autre.

J'ai pu néanmoins constater, à plusieurs reprises, que l'on n'y était pas trop mal accueilli, que l'on pouvait faire comprendre nos conceptions sociales en y prêchant la commune agricole, la coopération agricole à forme et esprit libertaires et que ces milieux étaient assez accessibles à notre propagande.

Le paysan de toutes catégories n'aime pas l'Etat, cette pieuvre, et rechigne aux conceptions socialistes autoritaires. Par nature et par ambiance, il acceptera plus volontiers nos méthodes d'organisation directe des intéressés que le centralisme de certains.

Je n'ai pas la prétention d'apporter des théories ne varietur toutes préparées, mais si j'ai amené les camarades à réfléchir à ces questions, j'estimerai avoir fait de la bonne besogne.

Georges BASTIEN.

Les partis politiques se réunissent quelquefois pour étudier les moyens susceptibles d'assurer quelques succès électoraux favorables à certains des grands hommes dont ils se composent. Inutile de rappeler que le Parti socialiste ne fait pas exception à la règle. Cette année, Bordeaux a abrité ses assises plus ou moins prolétaires. Il y avait, certes, beaucoup à dire, il y avait davantage beaucoup à faire.

L'on a préféré parler beaucoup pour expliquer que tout vient à point à qui sait attendre et l'on a remis à plus tard les réponses attendues, parce que insuffisamment étudiées. De cette manière chacun dit ce qu'il veut dire et dans son intérêt. L'on prépare ainsi les programmes à venir. Depuis plus de quarante ans toute la tactique de propagande consiste à renforcer aux élections le nombre des élus sur des programmes où chacun a charge de développer les parties les plus avantageuses dans un eclectisme de circonstance.

C'est ainsi que depuis un demi-siècle les militants parlent de la question agraire et depuis cinquante ans le socialiste de 1930 ne sait pas davantage qu'en 1830 ce qu'il faut entendre sous ce vocable toujours discuté, jamais défini scientifiquement.

Si le peuple, les travailleurs vivent sur une équivoque quant à la question foncière qui englobe et domine la question agraire, la faute remonte aux... curés... de la sociale annonçant le socialisme au nom des fatalités d'une science plus spéculative que réaliste.

Avec une pareille méthode éducative le socialisme des politiciens aboutit à une mystique de lutte électorale sans lendemain pratique, qui peut réserver bien des surprises sur l'organisation sociale entrevue ou espérée.

L'année 1930 aurait dû, mieux encore que les années précédentes, amener les leaders du socialisme à étudier sérieusement le problème foncier qui se trouvait au premier plan de la vie générale du Sud-Ouest, où ils étaient réunis. J'ai vu plusieurs journaux et, sur aucun, je n'ai pu trouver la moindre allusion des congressistes à la catastrophe des inondations méridionales, ni sur la crise viticole qui met la viticulture méridionale en mauvaise posture pour la lutte avec l'Algérie pléthorique. Pourquoi un pareil silence de politiciens qui n'ignorent rien des catastrophes dont nous parlons ?

Sur ces deux points, il est difficile d'être de tous les courants, et les ordres du jour qui critiquent tout en approuvant ne sont pas faits pour rassurer. Sans entrer dans de longs développements sur les deux points signalés nous allons en dire quelques mots afin que l'on comprenne qu'ils méritent autre chose qu'un silence méprisant.

Pourquoi et comment les inondations du Sud-Ouest se sont produites ? A cette double question il m'a été répondu : « Est-il au pouvoir de quelqu'un d'empêcher les orages ? » Il y a cependant un fait certain et scientifiquement démontré, c'est que le boisement et reboisement des forêts et des collines est le meilleur régulateur des eaux et le préservatif le plus efficace contre les inondations. Eh bien ! cette entreprise ne peut être réalisée que par la société générale sur des terrains nationalisés. Qu'ont fait les socialistes sous ce rapport ? Ils se sont tus. Il ne fallait pas aborder le problème foncier. Si nous passons à la question viticole, le rôle des socialistes au Congrès de Bordeaux, en plein centre de production, nous paraît tout aussi effacé que sur la question des inondations. Ici, comme dans la sylviculture, l'aliénation individuelle du sol permet toutes les exploitations d'ordre collectif aussi bien que d'ordre particulier.

La production est entre le moins de mains possible. En Algérie, quatre millions d'hectolitres de vin sont produits par moins de cinq cents propriétaires individuels ou collectifs avec tous les progrès de la mécanique et de la chimie. Des milliers de petits propriétaires récoltent à peine un million d'hectolitres. En France, les proportions sont moins nettes. Quoi qu'il en soit, et précisément à cause de la propriété des mouches de poche répartie dans des milliers de mains, le prix de revient du vin est bien plus élevé que dans les grandes exploitations. Ainsi, quand le petit viticulteur vend son vin quatre-vingts francs, il a peine à lier les deux bouts. Au même prix, le gros terrien a plus de vingt francs de bénéfice par hectolitre. Les frais d'exploitation et de production sont au minimum des circonstances.

Alors que le riche devient de plus en plus riche, il en est le contraire du petit terrien, qu'il s'agisse de vin, de blé, fourrage, etc...

Pendant ce temps, le Parti socialiste reste attaché à la propriété individuelle foncière des petits propriétaires, qui les ruine.

Ainsi va le monde. Pourquoi les socialistes ne seraient pas de leur temps ? Le marxisme n'enseigne-t-il pas que les capitalistes creusent de leurs propres mains les tombes où ils seront ensevelis ? Alors... rien n'est perdu... Attendons... pendant que certains profitent... de la naïveté des électeurs et font admirablement leurs affaires.

Elie SOUBEYRAN.

Camarade !

Le « Libéraire » est-il mis en vente dans ta région ? Non ? fais-tu le dépositaire de ton journal ou trouve un kiosque qui consent à le mettre en vente.

AUX ABONNÉS EN RETARD

LE LIBERTAIRE ne pouvant supporter longtemps les frais du service gratuit aux abonnés en retard, ceux-ci ne s'étonneront pas de se le voir supprimer s'ils négligent de se réabonner en temps voulu.

La Révolution Proletarienne a publié un article d'Edouard Berth, se posant la question : « Le syndicalisme révolutionnaire est-il encore possible ? » Nous y lisons ce passage, vrai assemblage d'inexactitudes et même de grossières erreurs :

L'Europe libérale et démocratique se voit bafouée et piétinée, avec une violence sauvage par ces fascistes et ces bolcheviks qui, tournant en dérision son impuissance parlementaire, prétendent introduire la société moderne, pour mettre fin à ses agitations libertaires, dans une espèce de camisole de force. L'Europe libérale expie durement ses irrémissibles péchés, sa prétendue démocratie n'ayant amené qu'une pure dissolution sociale, se voit brutalement éliminée par ces enfants terribles que sont les fascistes et les bolcheviks, qui lui font faire une vraie pénitence médiévale et lui redressent un maillon, devenu par trop lâche et abandonné, en lui donnant un corset de fer. Le problème était, assurément, de sortir de l'anarchie démocratique et de transcender l'Etat moderne, expression politique adéquate de la domination sociale de la bourgeoisie ; il fallait se hausser sur un plan où l'organisation triomphait de l'individualisme. A ce problème, le fascisme, en Italie et le bolchevisme en Russie, ont donné une solution brutale et purement étatiste, qui peut sans doute convenir à ces deux pays, plutôt encore jeunes politiquement et où l'Etat moderne avait plus besoin d'être créé que dépassé, mais qui, manifestement, ne saurait être adoptée telle quelle par les trois grands peuples de l'Occident, l'Angleterre, l'Allemagne et la France, dont la maturité politique et sociale est infiniment plus avancée.

En Russie, les intellectuels qui ont constitué le Parti bolchevik et trouvé en Lénine leur homme providentiel, n'auront finalement réussi, en exerçant au nom du prolétariat une dictature de caractère blanquiste, qu'à créer cette bourgeoisie qui manquait encore et qui développera le capitalisme, condition nécessaire, selon Marx, à la formation d'un prolétariat vraiment révolutionnaire.

En Italie, Mussolini, avec ses bandes fascistes, haussera l'Etat de ses formes encore municipales et provinciales à une centralisation toute moderne et provoquera un essor économique qui mettra ce pays au niveau des grandes puissances capitalistes. Il ne pouvait être question, ici et là, de transcender un Etat moderne, qui, je le répète, avait plus besoin d'être créé que dépassé : le bolchevisme et le fascisme auront pourvu à cette création ; ce sera leur contribution finale au devoir historique de la civilisation contemporaine.

Chacun connaît notre antiparlementarisme de toujours et nullement occasionnel ; c'est pourquoi personne ne nous suspectera d'une tendresse particulière pour les assemblées parlantes, qui, d'ailleurs, n'ont été supprimées ni par Lénine, ni par Mussolini. Ils se sont bornés à les modifier dans le sens que nulle voix discordante de celle dictatorial ne puisse s'y faire entendre. Ajoutons que si le parlementarisme s'est montré impuissant, la dictature l'est encore plus. Sans doute cette dernière est plus rapide dans le bouleversement, mais quant à créer quelque chose d'organique, de bienfaisant, de su-

périeur, nous n'avons encore rien vu de semblable.

Berth, pour qui Sorel est un génie, devrait savoir que celui-ci a vu dans l'autonomie anarchique des chefs d'industrie la raison des merveilleux progrès du capitalisme. Il ne s'agit donc pas de poursuivre le triomphe de l'organisation sur l'individualisme. Nous prétendons, au contraire, qu'il faut affranchir l'individu plus qu'il ne l'a jamais été pour créer une organisation digne de ce nom et qui ne soit pas une vulgaire enrégimentation. Prétendre que l'individualisme triomphe alors qu'il y a si peu d'individualités et que nous avons par contre une militarisation à outrance, nous paraît renverser les données du problème.

Le socialisme ne peut avoir en vue que des solutions sociales et non étatistes. Il est faux, d'ailleurs, de parler d'anarchie démocratique, surtout dans le sens de désordre, comme le fait Berth. Faux parce que, malgré tout, les organisations capitalistes et d'Etat dans les démocraties se montrent de beaucoup supérieures à ce qu'elles sont en régime dictatorial fasciste ou bolcheviste.

Nous avouons n'avoir jamais bien compris la nécessité de créer coûte que coûte l'exploitation capitaliste pour aboutir au socialisme, et surtout de représenter ce dernier par une industrialisation arrivée à son degré le plus haut. Plonger le monde dans le purgatoire, sinon dans l'enfer capitaliste d'abord, pour lui ouvrir ensuite le paradis socialiste, c'est pour d'aucuns la quintessence de ce qu'ils baptisent, nous ne savons si à tort ou à raison, de socialisme marxiste. Il est possible, par exemple, qu'en Russie une industrialisation réalisée par de vulgaires bourgeois, aurait coûté moins cher au prolétariat que celle réalisée par la dictature soi-disant sienne.

Il est faux de prétendre que l'Italie était un pays à « formes encore municipales et provinciales », alors qu'en réalité elle se trouvait déjà centralisée à souhait et s'acheminait à grands pas, pendant et après la guerre, à devenir une grande puissance capitaliste. C'est Mussolini qui en a arrêté l'essor industriel et économique par une politique dispenseuse et en consommant la ruine du pays. Faire du fascisme le créateur en Italie de l'Etat moderne, alors qu'il représente l'ancien régime, et dit lui-même vouloir y retourner, c'est vraiment lui faire la partie belle, le reconnaître en somme comme un agent de progrès.

C'est incroyable, à force d'être marxiste, les contre-vérités que certains théoriciens peuvent débiter. Il serait grand temps de voir dans le fascisme ce qu'il est en réalité : une contre-révolution préventive pour briser les progrès des travailleurs, leur ravir les quelques droits acquis par les insurrections du passé et les ramener à l'absolutisme politique. Alors que le socialisme dit : à une égalité politique de droit doit correspondre une égalité économique de fait, — le fascisme répond : à une inégalité économique de fait doit correspondre une inégalité de droit. Place donc aux hiérarchies, aux privilèges et à bas les droits de l'homme, y compris celui de se plaindre.

Cela est clair et précis et peut être établi sans de longs détours et de plus ou moins savantes divagations.

## POUR LE RÉGIME POLITIQUE (1)

### Quelques questions à M. Péret

Nous avons ici même, la semaine dernière (1), dénoncé d'une façon irréfutable le scandale des visites qui consiste, répétons-le à réduire progressivement les avantages donnés à tout détenu politique.

Nous disions que si le gouvernement réussissait sa manœuvre contre les emprisonnés, c'était, dans un très bref délai, la suppression par palier du régime politique. Les faits nous donnent raison.

Aujourd'hui non seulement les visites demandées (certaines depuis plus de quatre mois ne sont pas accordées, mais, fait plus grave pour l'avenir de la détention politique, on refuse actuellement, à Clairvaux, les permis de visites aux familles des emprisonnés. C'est ainsi que la semaine dernière, deux détenus récemment transférés à la Santé, l'un communiste, l'autre anarchiste, se sont vus refuser les permis de visites, le premier pour son beau-frère, le deuxième pour son beau-frère et sa belle-sœur.

Pareil fait ne s'était encore produit, ce qui démontre d'une façon saisissante comment la bourgeoisie viole sa propre légalité. Notons en passant que, même les détenus de droit commun (ces autres victimes de la société capitaliste), ont droit aux visites de la famille sur simple justification des pièces d'identité. On voit par là toute la canallerie de l'at-taque gouvernementale.

De plus, devant les protestations légitimes des emprisonnés qui, depuis quinze jours ont repris leur manifestation quotidienne, le gouvernement fait menacer les emprisonnés par un torchon fasciste, l'Express de l'Aube. Lisez cette provocation : Nous exigeons que l'on fasse taire les éternuements de Clairvaux (sic). On comprend aisément où veut en venir l'organe fasciste.

Ici, à ce journal, nous ne sommes pas de ceux qui ont des illusions sur la pseudo-démocratie de nos gouvernants, mais ne serait-ce que pour démontrer une fois de plus toute l'hypocrisie de ceux qui nous gouvernent nous posons à M. Péret les questions suivantes :

1° Pourquoi faites-vous refuser le permis de visites aux familles ?

(1) Voir numéro 263

2° Pourquoi faites-vous refuser les permis de visites aux habitants de l'Aube ?

3° Est-il vrai que vous attendez le départ des Chambres en vacances pour sévir contre les emprisonnés ?

A toutes ces questions nous demandons des réponses précises. Assez de mensonges, de manœuvres, de tergiversations. Les emprisonnés veulent les visites. Sachez, M. Péret, malgré vous, malgré M. Râteau, la Préfecture de l'Aube et l'Administration pénitentiaire de Clairvaux, qu'ils sauront, soutenus par les travailleurs du dehors, les arracher.

VIENT DE PARAÎTRE

Docteur Pierre Vachet

CONNAISSANCE

de la

VIE SEXUELLE

Un livre que tout le monde doit posséder

L'instinct génésique, le plus puissant des instincts, le plus « fatal » demeure souverain. C'est l'honneur d'hommes de pensée, de savoir et d'action que de s'être adonnés à la tâche difficile de l'éducation sexuelle. Le docteur Pierre Vachet est de ceux qui, le plus courageusement et le plus brillamment, contribuent à cet effort nécessaire. A la fois homme de science penché sur les problèmes complexes de la psychologie, conférencier disert, entraînant et convaincant, écrivain d'une extrême aisance, tout de clarté, osant le mot qui précise, l'anecdote qui image, son action est directe et rayonnante. « Connaissance de la Vie Sexuelle » est l'un des plus importants, peut-être le meilleur des ouvrages du Docteur Pierre Vachet. Mais parmi ses mérites, celui dont peut s'enorgueillir particulièrement l'auteur, c'est l'utilité sociale de cette « Connaissance de la Vie Sexuelle » dont on peut dire qu'elle est une bonne action.

Ch.-Aug. Bontemps.  
1 vol. 15 fr. — franco 16 fr. 25.  
En vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies.





# à travers le MONDE

## EN TCHECOSLOVAQUIE

### Crise économique

Le peuple tchèque ne vit pas, il végète. Depuis le début de cette année, la crise économique n'a fait que s'aggraver au détriment de la classe ouvrière, écrasée par la loi des pouds d'impôts accablants. Les partis dits « socialistes » ne semblent pas s'en préoccuper, et font preuve d'un manque complet d'énergie. L'action des députés ressemble fort à des cautions sur jambes de bois. Le peuple n'a rien à attendre des jongleurs du Parlement. Les communistes parlent beaucoup de lutte, mais ne disent pas de quelle manière. De temps en temps, les adhérents du P. C. sont victimes de provocations et succombent sous les matraques policières. Les dirigeants communistes en portent la sanglante responsabilité. Seul, le mouvement syndicaliste a fait preuve de quelque courage et de quelque indépendance. Mais il n'est pas écoute de la masse intoxiquée par les partis politiques. On avait cru que la rationalisation économique aurait pour effet une diminution du temps de travail, mais il n'en a rien été, la loi de huit heures reste lettre morte. Les socialistes mènent les hommes avec de belles phrases. Combien de temps encore le peuple se laissera-t-il duper ?

La question du chômage ne peut être résolue par la fusillade des chômeurs, comme le fait s'est produit récemment en plusieurs endroits. Il nous faut engager le combat pour l'augmentation des salaires et la diminution simultanée des heures de travail. Et pour cela, il n'existe qu'un moyen : « Lutter » encore et toujours ! Il ne faut pas se dissimuler que c'est difficile. La répression sévit, la censure se fait de plus en plus provocante. Elle ne se fait pas seulement valoir pour la presse communiste et anarchiste, mais les journaux et revues de toutes tendances d'avant-garde paraissent avec des blancs ; même les communications dépourvues de tout caractère politique écopent parfois. La « Société Tchèque-Slovaque contre la Censure » a publié des noms d'écrivains contre qui s'exerce la censure. Parmi eux se trouvent, parmi d'autres personnalités plus ou moins éminentes de l'intérieur et de l'étranger, l'ancien président de la République Masaryk et le grand poète de la liberté tchèque du siècle dernier, Havlicek.

Les douaniers de Prague ont également ces derniers temps, interdit à plusieurs reprises de la lecture de gauche, parmi laquelle un roman de Tolstoï et un ouvrage de Barbusse : « Tels Divers ». Contre le fascisme, accomplissons l'union de tous les hommes de bonne volonté, en faisant bien comprendre que la libération n'est possible qu'à la condition de supprimer le pouvoir politique, instrument perpétuel d'oppression.

\*\*\*

## EN HOLLANDE

### La misère des travailleurs agricoles

Les 400.000 ouvriers agricoles de Hollande ont un salaire moyen extraordinairement bas. D'après une statistique récente, la moyenne n'est que de 20 florins par semaine. Il y a lieu de remarquer que la conversion en monnaie française n'est pas automatique, car la valeur d'achat du florin, dans beaucoup de régions, ne dépasse pas 5 à 6 francs. Les salaires les plus bas se montent à 15 florins, les plus élevés à 25 florins. Ces chiffres montrent que les salaires sont loin d'atteindre le minimum vital. Les revendications des syndicats demandent que le salaire ne puisse pas être inférieur à 20 florins.

\*\*\*

## EN SUISSE

### L'Internationale du sang

Nous extrayons d'un organe socialiste suisse l'information suivante qui montre que le capital ne voit dans la guerre qu'une affaire fructueuse : « L'Union des Banques Suisses, la Ban-

que Commerciale de Bâle, l'Union Financière de Genève, la Banque Fédérale, Lew et Co, la Société de Banque Suisse et le Comptoir d'Escompte de Genève envoient à leurs clients un prospectus à remplir pour la « Fabrique Nationale d'Armes de Guerre » de Herstal-Liège, une des plus grosses fabriques de munitions d'Europe, fondée avec un capital par actions de 20 millions de francs belges et disposant à l'heure actuelle de plus de 105 millions de francs belges. Cette manufacture d'armes demande 15 millions de francs suisses (75 millions de francs français) et promet un intérêt de 6,5 %.

« Et il s'est trouvé des banquiers suisses pour vouloir trouver dans le pays ces 75 millions destinés à un but si « noble ». Nul doute que les capitalistes suisses ne fournissent ces 75 millions de francs ».

L'empressement des banquiers suisses à mobiliser les capitaux suisses pour l'Internationale des Industries de guerre montre admirablement pourquoi ces gens travaillent de toute leur influence contre la paix, pour une nouvelle guerre sanglante faite pour le seul profit d'une petite minorité.

\*\*\*

## EN ROUMANIE

### Mœurs pénitencielles

L'arrivée au trône du prince-ivrogne Carol a donné lieu, dans la presse à une explosion d'épithètes laudatives. A grand tam-tam, on vient d'annoncer une amnistie soi-disant « générale ».

Or, les révolutionnaires de toutes tendances, enforcés dans des geôles roumaines n'ont pas vu améliorer leur sort. L'annonce suivante, extraite d'un journal gouvernemental, montre bien ce qu'il faut penser du régime.

« Chaque vendredi, entre 13 et 18 heures dans la salle 24 de la prison des femmes, peuvent assister les personnes suivantes aux châtiments corporels subis par les incarcérées : 1° Les personnes de sexe féminin qui disposent d'un laissez-passer établi par la direction de la prison ; 2° Les femmes médecins, de nationalité roumaine. L'entrée est interdite aux femmes et jeunes filles en dessous de 16 ans. »

Il est inutile d'ajouter quoi que ce soit à ce document de civilisation provenant du pays de la « Marie sanglante ». Voici d'autre part, le récit d'un scandale survenu dans une prison. Devant le tribunal de Temesvar devait comparaître l'ancien directeur de prison Lopuscu et deux de ses employés, le médecin de prison Seligianu et le bourreau du même nom. Ils sont accusés d'avoir, pour de l'argent, transféré des prisonniers valides à l'infirmerie de la prison. En plus de cela Lopuscu a détourné des vivres, etc. La proposition des défenseurs d'appliquer l'amnistie à ces délinquants fut repoussée. Mais comme sur les 77 témoins, seulement 36 avaient paru, le procès fut ajourné. Tout commentaire est inutile.

## Souscription Machno

Boucher 10 fr. ; Groupe Anarchiste de Brest, versé par Le Laun 75 fr. ; Groupe d'Action Anarchiste de Marseille 25 fr. ; souscription reçue à l'« Emancipateur » versée par Mattart, 17 fr. 75 ; J. B. Davico 5 fr. ; E. G. Dupré, 10 fr. ; Dominique Bodini 10 fr. ; Mazeprat Léger 5 fr. ; Paul Faure à Montréal 37 fr. 50 ; Journet, Lyon 15 fr. ; Groupe E. Reclus, de Narbonne, versé par Rastouli 12 fr. ; Mort à tout régime autoritaire 5 fr. ; Marie Hinoit 4 fr. ; quelques camarades de Saint-Henri 10 fr. ; Amédée 10 fr. ; Bernard 6 fr. ; X 5 fr.

Total de la présente liste : 261 fr. 25. En caisse au 1er juin : 499 fr. 90, soit au total 761 fr. 10.

Dépenses : Versé à Machno 500 francs, + 4 fr. 50 (correspondance) 504 fr. 50. En caisse au 1er juillet : 761 fr. 10 — 504 fr. 50 = 256 fr. 60.

## OURSAN

### Les Assurances sociales

Nous voilà assujettis à cette nouvelle loi obligatoire. Nous pourrions dire, et c'est ce que certains se sont dit, une de plus ou une de moins, la roue marchera quand même.

Il faut dire aussi que, jusqu'à ce jour, nous nous étions fort peu occupés de cette loi qui doit apporter tant de bienfaits à l'ouvrier. En général, toutes les diverses catégories de métiers sont lésées ; mais ceux qui, à nos yeux, le sont encore davantage, ce sont les ouvriers agricoles. En effet, pour cette catégorie de travailleurs, un autre dispositif a été pris.

Ils seront tenus de verser 3 francs par semaine (ce qui, à prime abord, ne paraît pas énorme) ; mais quand on arrive à l'article 75 de cette loi, nous voyons que, pour avoir droit aux risques-maladie, la maternité et le décès, il faut adhérer à une société de secours mutuels où la cotisation ne pourra pas être moindre de 5 francs par mois. Et il est tout évident que si vous n'adhérez pas à une de ces sociétés ci-dessus, vous ne percevrez aucun dédommagement pour ces risques.

Les versements hebdomadaires ne serviront que pour la retraite-vieillesse. Nous devons protester contre de tels procédés ; le Syndicat des Cultivateurs a déjà pris position. Nous sommes certes pour le principe d'Assurances sociales ; mais nous tenons à faire entendre notre voix afin de supprimer ou de combler ces lacunes. Pour cela, tous les ouvriers doivent rejoindre notre Syndicat autonome ; ce n'est que si nous sommes nombreux que nous obteniendrons un résultat.

\*\*\*

### Une escroquerie

Il y a des gens qui ne se sentent guère embarrassés quand il s'agit de récupérer de l'argent.

Nous avons, dans notre bonne ville, une société de foot-ball qui, pour refaire sa caisse, a lancé une tombola à 1 franc le billet. 10.000 de ces derniers ont été vendus, ce qui fait déjà une coquette somme, si l'on tient compte que la presque totalité des lots ont été fournis par les commerçants. Ah ! ils faisaient bien, exposés dans une salle où suspendus à une vitrine ces divers lots, tant et si bien que chacun en achetant un billet était presque sûr de gagner.

Quelle ne fut pas leur stupefaction quand on vit le tirage de cette tombola finir assez prématurément ! Les plus gros légumes de cette firme (car il y a aussi des ouvriers) ne trouvèrent rien de mieux que de garder le restant pour soi-disant la prochaine fois.

Cela ne nous émeut guère et nous n'avons pas l'intention, en écrivant cet article, de désigner ces gens-là à la justice ; notre pensée est bien loin de là. Nous demandons seulement aux ouvriers qui font partie de ce Comité directeur et qui, eux-mêmes, se sont indignés contre de pareils procédés, s'ils vont continuer de collaborer avec des gens pour qui la pudeur est le moindre de leurs soucis. La parole est à eux.

\*\*\*

## TOULOUSE

### Grève du Bâtiment

La grève du Bâtiment à Toulouse est terminée ce jour 28 juin, sauf pour les menuisiers et tailleurs de pierre, qui sont décidés à lutter jusqu'à satisfaction complète dans leurs revendications.

Quant aux autres corporations, Maçons, Tonneliers, Menuisiers, Peintres, Plâtriers, c'est la fin avec un échec complet, car, le Syndicat patronal n'a pas voulu reprendre contact avec les ouvriers, la discussion ayant été rompue du fait de la grève. Je dis échec complet me plaçant au point de vue syndical, car si certains patrons ont accordé les 5 fr. demandés, au point de vue syndical ce n'est pas une victoire, mais un véritable échec, car les Syndicats engagés dans la lutte n'ont rien obtenu de ce qu'ils demandaient, 5 fr. et 4.50 de l'heure, vacances payées, et délégués à la sécurité et à l'hygiène.

Le mouvement s'est terminé, sauf pour les deux corporations déjà citées, petit à petit, fait de combats, les grévistes reprenant le travail, quelques-uns le lundi, d'autres les jours suivants, pour en arriver au vendredi 27, qui a été un nombre infime, ce qui a fait décider la reprise du travail pour le lundi 30 juin.

Je dis nombre infime, ce qui ne veut pas dire que les grévistes n'étaient que 50, comme le prétend « La Voix des Travailleurs », des cocos, qui n'hésitent pas à amoindrir un mouvement, quand ils ne peuvent ou le diriger ou le démolir.

Ils ont tout de même atteint en partie leur

but dès le début, c'est eux qui ont semé la défiance parmi les travailleurs en grève, et tout ce qu'ils ont écrit, dans « La Voix des Menteurs Appointés » de cette semaine, peut exactement s'appliquer à eux.

Dans ce mouvement l'échec est dû à plusieurs causes qui me paraissent primordiales et logiques :

1° Mouvement engagé avec des inorganisés, à peine 150 syndiqués sur 2.000 à 3.000 grévistes.

2° Manœuvres des cocos unitaires qui, ne pouvant en prendre les directives, travaillent à la désagrégation par la parole et l'écrit en portant des critiques imbéciles et vides de sens.

3° Manque d'énergie et de combativité de l'élément syndiqué au début du mouvement. Cet échec devra servir de leçon pour l'avenir, il ne faudra plus engager de luttes sans être organisés, et, s'il y a lutte, conflit, ceux-ci devront être préparés et étudiés méthodiquement avant de s'y engager, il faut aussi s'organiser dans tout mouvement sur les bases syndicales, avoir des délégués de chaque chantier un peu important.

En général les ouvriers vont reprendre le travail avec les conditions de l'ancien contrat, sauf chez les quelques patrons qui ont signé, et, comme il va y avoir l'application des Assurances sociales, cela sera une diminution des salaires, en fait, ce qui signifie qu'obligatoirement, il faudra en remettre un coup sous peu, ou bien serrer un peu plus la ceinture.

Les ouvriers conscients, mais un peu indifférents, le comprennent très bien, et je crois que cela pourrait apporter des adhésions aux divers syndicats. Je le souhaite pour le bien de tous les exploités, sans cela gare à la tringle.

En terminant, j'approuve les travailleurs restés dans la lutte parce que se sentant les coudes et leur dis : « Courage ! Si vous tenez vous serez vainqueurs et moralement vous aurez la dignité des travailleurs qui n'ont pas eu le courage de tenir ce qu'ils avaient décidé, la grève... »

\*\*\*

### ASTRUC.

A l'O. N. I. A. — Dans une de nos dernières chroniques, concernant cette boîte, nous faisons mention d'un accident survenu à l'atelier de la zone Claude, où une colonne faisait explosion. Cette fois-ci c'est à l'atelier de la synthèse, Casalo, où une équipe d'ouvriers procédait à l'installation d'un sectionneur dans une cellule du poste électrique de la synthèse, lorsqu'un de ceux-ci, s'appuyant sur une borne au courant de 6.000 volts, fut électrocuté net. Un de ses camarades voulant le décrocher, fut lui aussi grièvement blessé à la main. Voilà les faits.

Mais, direz-vous, comment se fait-il que des ouvriers électriciens qui devraient connaître les dangers de manipulation à proximité de pareilles tensions, s'y fassent prendre si bêtement ?

A noter, qu'au jour de l'embauche, au service électrique, la Direction fait signer à chaque feuille contenant les instructions nécessaires pour la sauvegarde de l'ouvrier et du matériel. Il y est spécifié que certains travaux ne peuvent être effectués de nuit et que d'autres, dans certains postes à proximité d'appareils de X tension ne doivent se faire qu'à moins de telle distance.

Inutile de dire que ces instructions, sorte de code, restent lettre morte lorsque vous les revendiquez pour votre sécurité, dans le cas d'un travail dangereux à entreprendre, comme il l'est presque toujours.

Mais si vous vous faites pincer, si vous y laissez votre peau, si alors vous faites valoir vos droits, soyez sûrs que l'assurance sera d'accord avec l'O. N. I. A. On exhibera le papier que vous avez signé et on prouvera que si l'accident est survenu, c'est parce que la victime n'a pas observé les consignes ou que le travail, cause de l'accident mortel, ne lui avait pas été commandé.

Fait à retenir : le service de l'O. N. I. A. pourrait être pris comme modèle de chaos et d'ingérance, d'anarchie, Messieurs de la Direction ! si nous voulions donner à ce mot le sens que vous lui attribuez...

Dans la branche d'exploitation du service électrique où l'on fait les 3/8, l'on ne compte plus les chefs de quart, à telle enseigne qu'à certaines équipes de dépannage, on trouve quatre à cinq chefs de quart et un ouvrier. Passe encore si ces chefs étaient des électriciens de métier, mais vous y trouverez des ex-boulangers, des ex-manœuvres, des « ex », tout ce que vous voudrez, sauf des électriciens.

Et dire que tout ce se passe non pas au Sahara, ni au Kamachaka, mais en plein Toulouse, la Rouge, et dans cet établissement de l'O. N. I. A., où le Syndicat chéri par les S. F. O. O. régne en maître... Ah ! il ne se plaindra de rien ce cher citoyen Boucasse, socialiste par alliance et gendre du célèbre député Bédouze, qui fait à l'O. N. I. A. « paraître » la pluie et le beau temps. Pas plus ne se plaindra le secrétaire de la ne suis quel vague service, M. Dupuy, sous-secrétaire d'un Syndicat qui a fini par dégouter et décourager les plus dévoués à la cause du syndicalisme, placé dans cette belle boîte, sous l'égide de Bessat, le restaurateur.

Finirez-vous enfin pour comprendre, cama-

rades du service électrique, que votre intérêt est de vous unir dans une organisation professionnelle délivrée de toute tutelle politique, afin de faire valoir vos droits et de défendre votre vie ?

Nous y reviendrons.

\*\*\*

### ACIDE.

### Il est des morts qu'il faut tuer

Je n'ai pas le culte de la charogne et suis depuis longtemps persuadé qu'il est vain de chercher à plaire à tout le monde. Or donc, je n'éprouve ni pudeur, ni chagrin à briser l'idole, à parler de celui à qui, voici quelques mois, on a fait de somptueuses funérailles et dont la veuve, par délibération du Conseil municipal de Toulouse, se vient de voir gratifier d'une pension de 1.500 francs.

Il est bien regrettable que Toulouse n'ait pas son Panthéon, car, sans nul doute, reconnaissant à ses grands hommes, elle aurait, par le truchement de son municipal très socialiste, casé Lavit en bonne place.

Nous n'avons pas ça ici et c'est pourquoi on se rattrape par ailleurs et qu'on a encore inauguré, dimanche dernier, le Parc Félix-Lavit.

La veille de ce grand jour, le Conseil d'Administration de la Bourse du Travail, invitait à cette grande solennité, tous les camarades confédérés. Oh ! mères de tous les arrivistes, réjouissez-vous, vous n'avez pas tué la bête humaine ; vivants, vous avez trompé, berné, bafoué ; morts, ceux sur le ventre de qui vous avez marché, vous glorifiez !

Car enfin, camarades ouvriers, vous l'avez connu comme moi, le *Révolutionnaire* des grèves de 30, le jusqu'aboutiste forcené, derrière lequel, si un peu de sincérité avait vécu en lui, tout le prolétariat de notre ville se serait rangé. Vous l'avez vu peu de temps applications ouvrières. Il y avait la trop de coups à recevoir et trop peu de bénéfices, et ce fut dans la politique — où l'on est mieux rétribué et on, si l'on a l'estomac solide, on fait mieux son chemin — qu'il se jeta.

Celui qui signe ces lignes a eu d'assez frê, quentes algarades dans l'atelier de cette « Emancipation » qui n'émancipait que son « Directeur », qui d'ouvrier en espadrilles moustachues de jadis, commençait à s'habiller de drap fin et n'usait plus ses talons à chercher un problématique travail, sinon sur le tapis de son auto. Ses apparitions dans la boîte, toujours intermédiaires et furibondes, l'avaient fait surnommer à l'époque, le « Dompteur », car c'était bien un ouvrier en dépit que ses yeux rapidement charchaient.

Tu te fatigues de plaider la cause des ouvriers », me disait-il un jour d'atrapade. Il avait su, lui, s'en servir pour arriver et il serait allé, loin, si la Camarde n'était venue frapper à sa porte. Domptage pour lui, car il avait bon appétit et grande g... tout ce qu'il faut pour épater le peuple.

Quand donc, camarades, ouvrirez-vous les yeux et, de moutons, deviendrez-vous loups, pour dévorer ces vils bergers ?

A. TRICHEUX.

\*\*\*

## ALGER

Tardieu s'assure si la poire est bien mûre avant de la cueillir

Le 14 juillet, on va, paraît-il, donner aux parisiens la même représentation théâtrale que nous avons eue, il y a quelque temps, ici, sur le Centenaire de l'Algérie. Il y aura le défilé des troupes d'Afrique en costume de 1831 avec trompettes, drapeaux et tout ce qui s'ensuit. Pour répéter ce que dit « l'Echo d'Alger », les parisiens qui « n'ont pas eu la bonne fortune » d'assister aux fêtes du Centenaire aux côtés du Président de la République, pourront admirer, etc., cette belle comédie militaire, ou bien le défilé organisé pour « la joie » des parisiens.

Tardieu veut savoir ce qu'il trouvera à Paris pour répondre à sa représentation. Il veut voir à qui il aura à faire. Cela c'est le travail de préparation de son trône ; il y aura plus, alors, qu'à attendre la venue du fascisme. Il fête sur tous les terrains. Ici, un meeting devait avoir lieu samedi 21, contre la répression et pour l'amnistie des emprisonnés pour délits politiques, à la Bourse du Travail, la police est arrivée et a interdit ce meeting ; les organisateurs de la réunion avaient donc décidé, sur-le-champ, que la causerie se ferait tout de même dans un café. La police ne l'a pas toléré ; menaçant le patron de lui faire fermer sa boutique s'il laissait faire la réunion chez lui.

Comme les camarades peuvent le voir, la police se permet bien des choses à Alger. Le mot de liberté même pris dans le sens étroit qu'on lui donne ordinairement, n'est qu'un vain mot inscrit sur les frontispices des monuments, il n'est pas permis de toucher à la toute puissance du dominateur actuel : le policier.

Attendons la mascarade du 14 juillet, l'ai confiance que la grande masse du peuple ne tolérera pas qu'on se fiche d'elle à ce point avec son argent.

NOTA. — Une erreur s'est glissée dans la dernière chronique, il faut lire : Les bonnes indigènes sont payées 50, 100 francs de moins que les bonnes européennes.

## LES LIVRES

### Victor Serge : Les Hommes dans la prison ; Panait Istrati : Le pêcheur d'éponges.

Je suis, décidément, tombé sur la série des bons livres. Depuis une quinzaine, je ne puis faire autrement que de recommander la lecture des ouvrages que je signale à nos amis. Force m'est d'en faire autant pour les deux volumes que j'analyse aujourd'hui.

Il n'est pas un camarade un peu au courant du mouvement anarchiste d'avant-guerre, qui ne connaisse Victor Serge. Sous le nom de *Kibaltchiche* il dirigea, en collaboration avec Rirette Maîtrejean, l'*Anarchie* au temps des fameux « bandits tragiques ». Soit sous son nom ou sous le pseudonyme de *Le Rétif*, il y donnait des articles virulents et assez courageux.

A la suite d'une perquisition dans les bureaux de ce journal, il fut arrêté et inculpé d'association de malfaiteurs, avec Carrouy, Soudy, Simentoff, Dieudonné, Callemain et les autres. Il fut condamné à cinq années de réclusion.

C'est l'existence qu'il mena dans la géhenne pénitentiaire durant ces cinq ans, qu'il nous conte en un livre (1) étincelant de vérité.

(1) « Les Hommes dans la Prison » (éd. Rieder), 1 vol. : 15 francs.

Une magnifique préface de Panait Istrati, dit leur fait aux littérateurs pour qui tout n'est que « foi-littérature ou foi-commerce ». Les Barbusse et autres Vailant-Couturier en prennent, comme on dit, pour leur grade.

Et puis Victor Serge nous fait assister au processus de l'arrestation, du Dépôt, de l'Instruction, de la Santé, de la Conciergerie, des Assises, du transfert, en wagon-cellulaire à la maison de force et enfin, à la vie dans cette prison réclusionnaire.

Tous ceux qui ont eu peu ou prou affaire avec la machine répressive ne peuvent qu'être émerveillés de la fidélité avec laquelle l'auteur peint la lâcheté, la malhonnêteté de l'état d'abrutissement qui synthétisent le personnel de l'Administration pénitentiaire (ces nouveaux adhérents à la C. G. T.).

La férocité des hauts fonctionnaires, l'ignominie du système répressif, l'inhumanité des médecins de prison sont exposés dans ce reportage (involontaire, certes), qui a beaucoup plus de mérite que ceux accomplis par les pisso-copie en mal de louanges pour les gèdiers.

Il y a des pages émouvantes et ceux

qui ne sont pas au courant de ce qui se passe dans les ergastules pourront peut-être crier à l'invaissable. Pourtant, Victor Serge n'a pas tout dit. Il se passe dans les prisons des choses plus horribles encore que celles, pourtant déjà bien révoltantes, qu'il nous décrit.

L'accent est si sincère qu'en lisant son livre je me suis imaginé être dans cette « maison de Force » avec les condamnés et partageant la même peine qu'eux.

Certes, je ne suis pas d'accord avec Victor Serge quand il affirme que les gardiens ne sont ni moins ni plus vils que les détenus, car quel que soit le degré d'abjection dans lequel est tombé un détenu, cette abjection n'est que la résultante de la réclusion forcée qu'il subit. Tandis que les gardiens sont volontairement soumis à leur peu enviable métier et s'ils n'étaient pas des êtres dégradés et prêts à toutes les basses besognes, ils quitteraient cette « profession » qui consiste à vivre de la peine des hommes en accentuant lâchement leurs souffrances.

J'ai vu des gardiens de prison à l'œuvre. Les mêmes qui se montraient féroces et arrogants envers moi lors d'un séjour au droit commun, se montraient lâchement affables et hypocritement déferents lors de mon passage au régime politique.

A part cette réserve (il est vrai qu'elle est d'importance), je ne puis que louer Victor Serge de nous avoir donné une tranche de vie qui nous rend de plus en plus anarchistes — c'est-à-dire adversaires déter-

minés de tous les gouvernements qui (quelle que soit la couleur de leur drapeau) ne peuvent que maintenir les prisons pour y enfermer les rebelles.

Ce n'est peut-être pas l'avis de Victor Serge d'individualiste farouche devenu bolcheviste non moins farouche — mais c'est la seule conclusion que l'on peut tirer de son livre.

\*\*\*

Dans la même collection des « prosateurs français contemporains », Panait Istrati nous donne une nouvelle série de pages autobiographiques. Sous le titre : *Le Pêcheur d'éponges* (1) il nous conte quelques moments de sa vie errante. Il n'est nul besoin de redire ici ce que fut cette vie d'homme qui fit tous les métiers : colporteur, débarré, maçon et d'autres encore et qui débarqua en France mourant de faim. Autodidacte, il réussit à acquérir par lui-même une culture prodigieuse et, quoique Roumain, il écrit le français en un style que doivent lui envier pas mal de littérateurs en renom — même des bonzes de l'Académie française.

Bien qu'optimiste — malgré sa grande déception au sujet du bolchevisme — Istrati nous peint en traits corsifs la laideur et la lâcheté de certains de nos contemporains.

Témoin ce passage :

Aller échouer, comme garçon de bureau

(1) « Le Pêcheur d'éponges » (éd. Rieder), 1 vol. : 12 francs.

(gros garçon bête à la moustache épaisse) dans quelque fabrique de sucre ou vous voyez paraître votre frère, toujours idiot, mais riche, toujours miteux, mais pouvant donner des ordres, qu'il avance sa tête, mal débarrassée, au guichet des commandes et mène le timide :

— Monsieur... je voudrais un peu de sucre.

Petit vieux, fait l'employé, ici, on ne vend pas le sucre au kilo, mais par wagon.

— Eh bien, répond le « petit vieux », eh voyez-moi trois wagons. Je suis X... l'épici-

er en gros de Suina.

— A vos ordres !

Le bel employé jette sa cigarette et prend la position militaire devant le miteux qui pue l'oignon.

N'est-ce pas quotidiennement et tristement humain ?

Un seul reproche : Istrati, faisant parler un interlocuteur, lui fait dire sur les anarchistes des bêtises telles qu'on en vient à douter de l'intelligence de celui qui les écrit.

Que Panait Istrati se donne la peine d'étudier notre doctrine et il se fera peut-être une autre idée de notre philosophie, et cela lui évitera de dire qu'un jour les anarchistes seront appelés au pouvoir et formeront un gouvernement.

Et c'est vraiment dommage qu'il y ait ces quatre pages-là parce que tout le reste du livre est splendidement écrit et d'une lecture non seulement agréable, mais propre à la méditation — si nécessaire aux hommes d'action.

Louis LOREAL.



# TRIBUNE SYNDICALE

## AUTONOMES

### Chez les Travailleurs de la Pierre

#### Il y a loin de la coupe aux lèvres

Notre Syndicat est dans l'autonomie depuis bientôt 5 ans. Depuis cette époque aucune influence politique n'a eu de prise sur lui et il ne s'en porte que mieux. Nous groupons un nombre important de nos corporants, ce qui est très rare chez les Unitaires; notre caisse est assez bien garnie, ce que l'on ne voit jamais chez eux. L'influence que possède notre organisation lui a permis de faire obtenir à nos corporants, dans ces dernières années, des avantages vraiment appréciables. Mais tout cela ne compte pas car nous ne sommes pas dans la ligne. Il faut être dans la ligne, quels qu'en soient les résultats.

Aussi, à cet effet, la fraction bolchevik que nous avons l'honneur de posséder a-t-elle décidé notre adhésion à la C. G. T. U. Nous avons, paraît-il, besoin d'être fécondés par les puissants stratèges de la Grange Alimentaire et du Bolchevisme intégral. Qu'importe que notre Syndicat se brise, ils n'en sont pas à un syndicat près. Il vaut mieux être 150 bien décidés que 1.500 qui ne le sont pas, crient-ils à tous les échos.

Eh bien; ce n'est pas notre avis et, sur ce point comme sur bien d'autres, nous ne sommes pas d'accord et nous ne le serons certainement jamais.

Nous sommes pour un Syndicat fort et nombreux, vous, cela vous est indifférent; peu importe le nombre, pourvu que vous régniez, ne serait-ce que sur des ruines. Cela vous suffit.

Nous sommes contre les grèves politiques et cela est infiniment regrettable, car elles donnent des résultats vraiment merveilleux.

Nous sommes pour la plus entière liberté d'expression, ce qui vous ne pouvez tolérer à vos adversaires.

Nous voulons entre nous, dans la discussion et partout, de la courtoisie et de la politesse, ce que vous ignorez.

Nous voulons prendre nos décisions en commun dans des assemblées générales et après une large discussion, alors que vous, vous aimez beaucoup obéir aux mots d'ordre de gens qui n'ont rien de commun avec les prolétaires.

Nous rejetons la dictature et l'obéissance passive, alors que vous, vous l'adorez.

Aussi que la fraction bolchevik des travailleurs de la Pierre soit bien persuadée que notre Syndicat n'ira jamais à la C. G. T. U., quoi qu'elle fasse. Vous vous donnez bien du mal et bien des tracasseries pour rien, camarades bolcheviks; vous ne serez jamais récompensés de vos peines et il ne faut jamais prendre ses désirs pour des réalités et souvenez-vous du verbe: Il y a loin de la coupe aux lèvres.

COURTINAT.

## C. G. T. S. R.

### Semblant de satisfaction

Les camarades du bâtiment n'oublient pas la campagne, souvent violente, que nous avons menée sur les chantiers, dans nos journaux corporatifs et dans le « Lib. » en faveur des délégués à la sécurité.

En général, les accidents sont imputables à l'ignorance des chefs d'entreprises qui ne prennent pas les précautions voulues pour éviter tout accident.

Rien que l'autre semaine, deux effondrements et trois autres accidents d'une grande gravité ont alimenté la rubrique « accidents de travail ».

Cela se termine par une demi-douzaine de morts et une quinzaine de blessés. Encore nous faudrait-il pouvoir tenir compte de tous les accidents graves qui, pour les besoins de la cause capitaliste et bourgeoise, ne sont pas livrés à l'opinion publique, et ils sont nombreux.

Depuis la base jusqu'au faite du bâtiment en construction, les travailleurs sont exposés à être les victimes de ceux qui les exploitent et qui, qu'on le veuille ou non, se moquent des plus élémentaires mesures de sécurité vis-à-vis du personnel qu'ils emploient.

Nous croyons savoir que cette campagne vient d'avoir un aboutissement, puisqu'aussi bien la bonne ville de Paris vient de décider, paraît-il, qu'elle confierait le contrôle de ses constructions d'immeubles à un organisme qualifié.

Si, en effet, les Syndicats ouvriers du Bâtiment sont consultés pour dire leur mot sur cette importante question, il reste à savoir de quelle façon, c'est-à-dire par quel « processus » les délégués seront nommés ou... plus simplement agréés.

En effet, la réalité veut, qu'en l'occurrence, les puissances d'argent sont moralement agissantes sur certaines mentalités et lorsqu'il s'agit de délégations officielles et... complètes; nous n'avons pas oublié que des militants autrefois étaient suspendus aux pieds de biches ministériels pour assurer la représentation ouvrière.

Si c'est, une pareille caricature d'organisme que la bonne ville de Paris veut mettre debout pour se décharger d'un fardeau et se mettre à couvert de responsabilités, nous dénonçons à l'avance son efficacité et alors, en cette circonstance, le remède serait pire que la plaie ?

Quoi qu'il en soit, nous aurons à dire notre mot sur cette importante question, que nous voulons nationale, et nous espérons bien que, bien qu'évincés comme quantité négligeable et aussi comme trop révolutionnaires, des échos nous en parviendront dont nous nous servirons pour notre propagande.

D'ores et déjà, il ne peut être question que « ces » délégués seront rétribués par les « puissances occultes proprio-patronales »; en ce cas, les travailleurs de notre industrie ne seraient aucunement mis à l'abri d'accidents, les syndicats intéressés n'ayant aucun pouvoir sur le délégué, et alors nous nous dresserions contre une méthode qui ne correspondrait à rien.

Le syndicalisme que nous défendons n'est pas un syndicalisme d'Etat et nous veillerons à ce que cette revendication ne soit pas ravalée à une domesticité.

Nous sommes avertis; nous saurons faire taire les appétits.

La 13<sup>e</sup> Région Fédérale du Bâtiment.

\*\*\*

## LA MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE

L'ESGROUVERIE SOCIALE

Nos exploités sont des gens dont l'équivoque n'en est plus à nous surprendre. Exemple: Grands patriotes et nationalistes, ils sont aussi internationalistes par les tractations qu'ils ont passées avec les organisations des pays étrangers.

La Pologne, la Roumanie, le Portugal, l'Italie à Mulonini, sont les principaux réservoirs où ils vont puiser le bétail humain.

Des chantiers entiers du Bâtiment, taille de pierre, ravalement, ciment, peinture, sont composés de ces malheureux et lorsqu'on essaye de les organiser, le patronat avertit la police.

L'on sait avec quelle aménité celle-ci agit en empêchant, par arrestations, les militants d'organiser leurs camarades étrangers. De cette façon, les exploités jouent sur le veleur en faisant faire de longues journées et en payant des salaires de famine.

Cette situation ne peut s'éterniser. Si les Pouvoirs Publics sont impuissants à réagir et de ce fait, se font les complices de la crise économique actuelle, il nous restera qu'à agir sur le tas avec énergie.

De même en ce qui concerne l'esgrouverie, cela ne va pas tout seul et nous n'arrêterons pas le courant d'agitation qui se manifeste en ce moment, bien loin de là, nous l'entre-tiendrons pour, au contraire, l'amplifier.

Faudra-t-il donc d'autres avertissements au N'gokiste ?

La 13<sup>e</sup> Région Fédérale du Bâtiment.

## Sección española de la C. C. T. S. R. CUADROS SINDICALES

Tous les camarades appartenant aux « Cuadros Sindicales », sont invités à assister à la réunion générale qui aura lieu le mercredi 16 juillet, à 8 heures du soir, à l'endroit habituel.

\*\*\*

## Dans le S. U. B.

Cimentiers, Maçons d'Art et aides. — Réunion de la Section le dimanche 13 juillet, à 9 heures du matin. Petite salle des Grèves, Bourse du Travail.

Maçonnerie, Pierre. — Soyez tous présents à la réunion qui se tiendra le dimanche 13 juillet, à 9 heures du matin, salle de Commission, 1<sup>er</sup> étage, Bourse du Travail.

N'oubliez pas que l'Assemblée générale du S. U. B. aura lieu le jeudi 17 juillet, à 17 h. 30, salle Bondy, Bourse du Travail.

\*\*\*

## Ire UNION REGIONALE Syndicat Général des Travailleurs de l'Ameublement

Appel à tous les travailleurs syndicalistes-fédéralistes de l'ameublement.

Camarades ébénistes, sculpteurs, menuisiers en siège, vernisseurs, tapissiers, tourneurs sur bois, etc., vous êtes invités à venir donner votre adhésion à notre nouveau syndicat.

Une permanence a lieu au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, salle Vigier, tous les mardis de chaque semaine, de 17 h. à 18 h. le soir, et le dimanche matin, de 10 h. à midi.

Un camarade sera à votre disposition pour tous les renseignements.

Pour le Bureau: Ernest HERMANN.

\*\*\*

La souscription au livre écrit par notre camarade Pierre BERNARD, « Les syndicats ouvriers et la révolution sociale » donne de bons résultats.

En outre, des personnalités du mouvement syndical de l'extérieur, nos organisations s'efforcent de rechercher des souscripteurs.

C'est ainsi que la C. G. T. U. de Lyon s'est inscrit pour 10 livres, l'U. L. d'Argenteuil pour 20, les camarades de Thiers pour 6, le groupe des Amis du « Combat » de Limoges pour 20, les coiffeurs de la Seine pour 9, etc., etc.

Est-ce à dire que cela est suffisant ? Non, il est absolument indispensable que nous réalisions les 500 souscripteurs au plus tôt, afin de commencer le tirage. Il est donc indispensable que tous nos amis fassent un gros effort afin d'atteindre au plus tôt notre objectif.

On souscrit au S. U. B., Bureau 30, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail, aux heures de permanence.

A la vieille Fédération du Bâtiment, 33, rue Grange-aux-Belles.

Par la poste au chèque postal Paris C/C 1441-43, M. JUHEL Eugène, 2 bis, Impasse Maréchal, Paris (XI<sup>e</sup>). Le Bureau Confédéral.

## C. G. T.

### TERRASSIERS

Réunion du Conseil, vendredi 11 juillet, au siège.

### UNE REPONSE DE LE PEN

Nous avons reçu, trop tard pour insérer, en réponse aux questions qui lui ont été posées, un article du camarade Le Pen.

Nous le publierons dans le prochain numéro.

## Anarchistes

### Syndicalistes

## Révolutionnaires

Avez-vous pensé à soutenir Le Libertaire ? Il ne vit que par vous et pour vous.

Le n° 184-185 de « l'en dehors » est paru. Au sommaire: Les Mystiques, Einstein et l'Atome (Manuel Devaldes); Contribution à l'histoire des Milieux de Vie en commun: période fourrière (suite); Ordre et Anarchie, fin (M. Imbard); Points de Repère (E. Armand); La culture des enfants: Dans les Ténébres (Cynthia Asquith); L'Eternel Problème, à suivre (E. Armand); Notre point de vue: 29<sup>e</sup> année, Ni raté, ni rattrapé (E. Armand); Réalités, Vérités (G. de Lacaze-Duthiers); A propos du « Corydon » d'André Gide (C. Nottin); Théosophie, fin (E. Fournier); La femme est-elle l'égale de l'homme ? (Dr A. R. Proschowsky); Glanes, Nouvelles, Commentaires, etc.

Envoi d'un n° contre 0,50, à E. Armand, 22, Cité Saint-Joseph, Orléans.

## BLUFF...

J'ai reçu une revue éditée par l'homme aux pneus de Clermont-Ferrand, le titre est: *Prosperité*, significatif pour le patron, l'est-il pour les salariés ?

Afin d'avoir un meilleur rendement, une diminution de main-d'œuvre en évitant les gestes inutiles, en trente-deux pages magnifiquement imprimées et présentées, on y explique le chronométrage du travail.

C'est parfait, scientifique, ingénieux pour un grand repos des capitalistes-actionnaires de l'usine.

Mais ce qu'il en ressort du spécialisme arrivé à la méthode Taylor, à la standardisation, à la rationalisation, c'est qu'il déprime, abrute et enlève toute initiative à l'ouvrier qui devient une machine dans les machines.

Progrès évident pour arriver dans un minimum de temps à une plus forte production, avec un bon résultat de perfection dans les objets produits.

Je l'ai dit, aujourd'hui ces progrès ne profitent qu'aux capitalistes, propriétaires des firmes, ateliers, manufactures, etc. Comme avant, le travailleur est tenu à l'usine, attentif, harcelé pendant sept, huit heures, quelquefois plus longtemps, malgré la fameuse et émolliente Loi. Il s'use aussi vite qu'avec l'ancien système, automate il s'abêtit et s'anémise.

Le système standard chronométrique pourrait être un bienfait pour l'ouvrier et pour la collectivité, par l'effet d'une intensive production. Pour cela il faudrait que le travailleur n'y fut contraint et volontairement, par solidarité nécessaire qu'une ou deux heures par jour.

Tout est là. Mais est-ce possible dans une société capitaliste où l'égoïsme est roi, où le travail abrute et incombe à ceux qui ne possèdent rien ?

Les progrès ne profiteront à tous que quand l'argent (Veau d'Or) aura disparu comme valeur qui s'accapare; quand la Finance sera morte et avec elle l'Etat, mythe conservateur du passé et oppresseur des idées nouvelles, génératrices de Vérité.

Alors, seulement, les producteurs intéressés se partageront la besogne; il y aura invariablement surproduction en travail pour le commun quelques heures par jour. Mais alors il n'y aura plus de magistres, députés, militaires, employés administratifs inutiles, etc.

Dans le régime actuel, les inventions et les nouveautés ne profitent qu'à la caste capitaliste. Le travailleur est forcément le gueux qui fait tout et n'a pas son nécessaire.

L. G.

## Canailles, coquins et C<sup>ie</sup>

Il y a quelques années, les valeureux adeptes de la III<sup>e</sup> Internationale, avec la complicité et le concours actif de la police, ont lancé l'assaut de la Coopération « La Famille Nouvelle », une remarquable équipe de malandrins, d'escarpes et de chourineurs, sous l'habile direction du célèbre Henri.

Les coopérateurs hérétiques et leurs complices anarchistes furent expulsés sans ménagement.

Maîtres du terrain, les décevateurs moutonniers, imitant en cela nos grands colonisateurs (!!!), organisèrent une brillante razza. Tous les postes grassement rétribués furent l'appanage de fougueux militants aux idées courtes et tudesques mais aux dents longues et à l'estomac solide. « L'Humanité » célébra comme il convenait cette éclatante victoire, dont le souvenir s'estompa peu à peu dans l'esprit des foules.

Brusquement « La Famille Nouvelle » est, aujourd'hui, le théâtre de nouveaux combats. — La horde de ruffians et de malfaiteurs qui s'en empara s'est scindée en deux troupes, Communistes orthodoxes et « populistes » se livrent une lutte ardente et burlesque.

Amis d'hier, frères en ignominie et en bassesse, solidaires dans le vol et la rapine, ils sont aujourd'hui ennemis, les moyens pour s'emparer ou conserver un riche butin tant envié.

Malgré leur jactance et leur supériorité, les populistes sont, dès les premières escarmouches, fort mal en point.

Les « stalinistes intégraux » ayant la majorité, s'empresment de les exclure de la Coopération comme des vulgaires anarchistes-provocateurs.

Quelle déchéance pour des politiciens qui se respectent ! Quel coup dur !

Ne pouvant rester impassibles devant un tel outrage à leur dignité (???) Sellier, Garchery et consorts hurlent, vitupèrent, crient au scandale, à la trahison, à la spoliation et en appellent... à la classe ouvrière.

Quels aigreurs ! Ont-ils perdu toute pitié ? De quoi se plaignent-ils ? Etant communistes orthodoxes n'ont-ils point approuvé, que dis-je, acclamé la manœuvre ignoble qui permit aux spadasins du cynique Henri de s'emparer de « La campagne de calomnie dirigée contre d'excellents camarades » beaucoup plus propres qu'eux à tous points de vue ?

Croient-ils que tous leurs méfaits sont oubliés ? Qu'ils se détrompent ! Les anarchistes se chargent d'appeler aux prolétaires ce que cachent les belles formules de ces coquins: « Palindodies, fourberie, félonie ».

La classe ouvrière ne saurait — sans déchoir — prendre position pour l'un des clans en présence. — Car, au fond, peu lui chaut, — Les fripons se disputent, s'insultent se défont ? Bonne aubaine ! Glanons précieusement les aveux qui s'échappent au cours de ces polémiques acerbées.

Ils nous aideront à confondre et à démasquer tous ces forbanes de la politique qui se gaussent et se repaissent des larmes et de la misère du peuple.

A. BAUDON.

La Revue Anarchiste. — Sommaire du n° 7. — L'individu à la recherche de la Vérité, par Ganz-Allein. — Le Culte du Moi, par Jules Rivet. — La Ruche (suite), par Horace Bleackley (adapté de l'anglais par E. Armand). — Albin (1888-1929), par Léon Claude. — Ainsi parlaient... — Les Vieux Ennemis. — Le Gout d'être libre, par Albin. — La Philosophie de la Préhistoire, par Gérard de Lacaze-Duthiers. — Centenaire de la Conquête de l'Algérie (1830-1930) (Colonisation ou Interprétation; Impérialisme ou Fédéralisme anarchiste), par Elie Angonin. — Enquête sur le Syndicalisme. — Réponses de Pierre Besnard et E. Armand. — Ballade des Coursiers indomptés, par Hoche Meurant. — Les Livres, par G. et Camille. — Dans le Jeu de Quilles, par Le Chien. — A travers les Périodiques, par Joseph Durand. — Notes et communications.

Le numéro: 2 fr. 50 (à la Librairie d'Éditions Sociales).

# LA VIE DE L'UNION

## PROVINCE

### GRUPE ANARCHISTE COMMUNISTE DE TOULOUSE

Devant la répression féroce qui frappe tous les travailleurs et principalement nos camarades de langues étrangères, le groupe fait un pressant appel à tous les camarades, sympathisants, lecteurs du « Libertaire » pour qu'ils assistent aux réunions du groupe, qui ont lieu tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles, afin d'envisager les moyens de résister à cette répression et de faire respecter le droit d'asile.

Groupe d'achats en commun. — Répartition des denrées, le dimanche matin, au siège.

Librairie. — Une librairie volante, d'éditions sociales, se tient tous les dimanches matin, au boulevard de Strasbourg, angle rue Saint-Bernard.

Camarades, réservez vos achats de livres à notre librairie qui ne vit que par vous et pour vous.

Groupe Libertaire de Béziers. — Tous les Anarchistes de Béziers, d'accord avec l'Union Anarchiste, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu mardi 15 juillet, à 8 h. 30 précises, au café Azais.

R. Maupoix.

Groupe anarchiste communiste de Saint-Etienne. — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle: 5 francs. Organisation de promenades estivales.

Trelazé. — Groupe d'Etudes Sociales, réunion jeudi 17 juillet, à 5 heures, salle de la Coopération.

Groupe de Pézenas. — Le groupe de Pézenas se réunit tous les dimanches matin, chez Richard, boulangerie, 11, rue Saint-Jean. Librairie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Brest. — On trouve le « Libertaire » chez Tréguer à la Maison du Peuple. Les copains désireux de s'abonner, se réuniront ou qui voudraient souscrire pour le « Libertaire » peuvent s'adresser à Tréguer, qui fera le nécessaire.

Groupes d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

## Communications Diverses

Colonie Libertaire Enfantine. — Le premier départ pour la Colonie Libertaire Enfantine est fixé au 13 juillet.

Les parents qui désirent emmener leurs enfants, se devront de les amener chez notre camarade Jane Morand, 23, rue des Vallées, à Mandres (S.-et-O.).

Prendre le train à la Gare de Lyon et descendre à Brunoy.

### PETITE CORRESPONDANCE

Said Mouhamed. — Reza voudrait le voir, si tu peux, sois à la « Revue Anarchiste », 110, rue Saint-Maur, entre 6 h. 30 et 7 heures, jeudi 17 ou vendredi 18.

## Bibliothèque de Propagande Anarchiste

### Les Anarchistes et le cas de conscience

L'exemple, les procès, les déclarations de Paul Savigny, Louis Lecoq, Emile Cottif, Alphonse Barbé, Eugène Révent.

PRIX: 0 fr. 50 FRANCO: 0 fr. 65

### Le salariat

par Pierre KROPOTKINE

Un brillant exposé de ce qu'est cette forme moderne de l'esclavage: l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

PRIX: 0 fr. 50 FRANCO: 0 fr. 65

### Aux Jeunes Gens

par Pierre KROPOTKINE

Un émouvant et magnifique appel du puissant théoricien anarchiste à la jeunesse. Un cri de révolte et d'amour.

PRIX: 0 fr. 50 FRANCO: 0 fr. 65

### CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

par Georges THONAR (NOUVELLE EDITION)

Précis et méthodique, cet exposé des Principes anarchistes et des conséquences qu'ils impliquent, doit être abondamment répandu.

PRIX: 0 fr. 50

FRANCO: 0 fr. 65

### En vente à la LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES

72, Rue des Prairies, PARIS (20<sup>e</sup>)

## POUR NOS AMIS, POUR NOS ABONNÉS

La Librairie des Editions Sociales a décidé de mettre à la disposition de tous nos camarades, à des prix très réduits, les volumes suivants:

Dauphin-Meurier. — La commune honnête, 1 fr., au lieu de 2 fr. 75.

Archinoff. — L'histoire du mouvement makhnoviste, 3 fr. 50, au lieu de 8 fr. 50.

Malatesta. — Au Café, 3 fr., au lieu de 5 francs.

Louis Thénars. — Le curé Bourgogne, 3 fr. 50, au lieu de 10 francs.

Manuel Devaldes. — La Maternité consiente, 6 fr., au lieu de 10 francs.

Georges Vidal. — Han Ryner, l'homme et l'œuvre, 0 fr. 50, au lieu de 2 fr. 50.

Le Gérant: Marcel MONTAGUT.

Travail exécuté par des ouvriers unitaires et confédérés.

IMPRIMERIE CENTRALE DU CROISSANT 19, rue du Croissant, Paris (2<sup>e</sup>)